SCIENCES WISSENSCHAFT

ÉCONOMIE WIRTSCHAFT

SOCIÉTÉ CIVILE ZIVILGESELLSCHAFT

POLITIQUE POLITIK

STRATÉGIE **2020** POUR LA RÉGION MÉTROPOLITAINE TRINATIONALE DU RHIN SUPÉRIEUR

TRINATIONALE METROPOLREGION OBERRHEIN

REGION METROPOLITAINE TRINATIONALE DU RHIN SUPERIEUR

www.rmtmo.eu

Conception : Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur
Design : Grafiti
Photos :
Page 4 : ©CUS 2003 B. Henry, E.Marbach/©CG68 / Page 6 : ©Ernest LAEMMEL /
Page 7 : ©INTERREG-Projekt Wissenschaftsoffensive (Région Alsace, Land BW, Land RP) /
Pages 8-9 : ©INTERREG-Projekt Wissenschaftsoffensive (Région Alsace, Land BW, Land RP) /
Page 11 : J.-L. STADLER/©Région Alsace / Page 13 : ©Sarah Ennemoser /
Page 14 : ©INTERREG-Projekt Wissenschaftsoffensive (Région Alsace, Land BW, Land RP) /
page 15 : ©Werner Schreiner VRN
Page 17 : ©Hubert Burda Media / E.Marbach/©CG68 /
Pages 18-19 : Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur (SIGRS)

Publication : Décembre 2013

Informations et contact :
Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur
Centre de compétences sur les questions transfrontalières et européennes
Rehfusplatz 11 D-77694 Kehl am Rhein
www.rmtmo.eu - info@rmtmo.eu

Ce document a été réalisé grâce au soutien financier de l'Union européenne (INTERREG), de la Région Alsace, du Conseil Général du Haut-Rhin, du Conseil Général du Bas-Rhin, du Regierungspräsidium de Freiburg, du Regierungspräsidium de Karlsruhe, du Land de Rhénanie-Palatinat, du Canton de Bâle-Ville, du Canton de Bâle-Campagne, de la Confédération suisse et de la Ville de Karlsruhe pour le compte du Réseau des Villes.

Cofinancé par l'Union européenne /
Fonds européen de développement régional (FEDER)

Dépasser les frontières : projet après projet

SOMMAIRE

Avant-propos 5
1. Promotion du plurilinguisme 6
2. Implantation d'un centre de compétences transfrontalier en matière de durabilité 7
3. Implantation d'une grande infrastructure européenne de recherche dans l'espace trinational du Rhin Supérieur 8
4. Fluidification du marché de l'emploi à l'échelle transfrontalière du Rhin Supérieur 10
5. Transfert de technologies et de connaissances 12
6. Poursuite du dialogue citoyen 13
7. Réseau pour l'engagement citoyen dans le Rhin Supérieur 13
8. Garantir l'approvisionnement énergétique du Rhin Supérieur et faire de cet espace un pôle d'excellence en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique 14
9. Transports : développer la mobilité et compléter les réseaux de transports existants 15
10. Le Rhin Supérieur, laboratoire d'expérimentation : Promouvoir la mise en place de cadres réglementaires spécifiques dans le cadre d'importants projets transfrontaliers 16

STRATÉGIE **2020** POUR LA RÉGION MÉTROPOLITAINE TRINATIONALE DU RHIN SUPÉRIEUR

Le Rhin Supérieur se définit comme **un territoire d'excellence au cœur de l'Europe**. Il se caractérise entre autres par des espaces ruraux et urbains complémentaires et par un réseau polycentrique de villes, dont certaines ont une notoriété qui dépasse le cadre national.

Afin d'utiliser au mieux ces atouts, les élus du Rhin Supérieur ont signé le 10 décembre 2010 la **Déclaration d'Offenburg officialisant la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur** (RMT), composée de quatre piliers Sciences, Économie, Société Civile et Politique œuvrant pour la première fois ensemble pour le développement de ce territoire transfrontalier.
À cette occasion, cette dernière a également été officiellement reconnue par les représentants des gouvernements français, allemand et suisse.

Afin de disposer d'un document d'orientation pour la politique transfrontalière, la RMT s'est dotée en 2010 d'une stratégie « **Agir et se développer ensemble** ». La présente stratégie actualisée a vocation à être en cohérence avec le nouveau programme opérationnel INTERREG V A Rhin Supérieur qui représentera, pour la période 2014-2020, la plus importante source financière pour le développement régional transfrontalier.

Les hauts représentants des quatre piliers, réunis à Kehl le 16 septembre 2013 dans le cadre d'un séminaire de réflexion stratégique, ont décidé d'actualiser cette stratégie en définissant dix priorités devant fonder les actions de la RMT pour les années à venir. Celles-ci s'inspirent d'une part de la Stratégie européenne « Europe 2020 » qui vise à développer l'emploi, la croissance « **intelligente, durable et inclusive** », et à une meilleure coordination des politiques nationales et européennes, et d'autre part de la Nouvelle Politique Régionale suisse.

1. PROMOTION DU **PLURILINGUISME**

Au regard de l'importance de la Région du Rhin Supérieur en tant que bassin de vie et espace économique commun, et vu la nécessité de persister dans la voie d'une meilleure connaissance réciproque des populations et de leurs cultures de part et d'autre du Rhin, la promotion du plurilinguisme, telle que formulée dans la Charte du Rhin Supérieur du 10 juin 2013, ainsi que dans la Déclaration des Chambres de Commerce et d'Industrie sur la promotion du bilinguisme du 27 juin 2013, apparaît comme une priorité fédératrice pour les quatre piliers.

Il s'agira d'initier et de mener des actions de soutien au plurilinguisme et de favoriser la création de passerelles transfrontalières entre la formation et le marché du travail, par une offre ciblée en matière d'apprentissage des langues.
L'enseignement de la langue du voisin, dans les trois composantes territoriales du Rhin Supérieur, se doit d'être développé par la création de jumelages entre des établissements de formation de tous ordres, la promotion du plurilinguisme à tous les âges et l'échange de professionnels de l'éducation (entre autres d'éducateurs et d'éducatrices pour les garderies bilingues).

2. IMPLANTATION D'UN **CENTRE DE COMPÉTENCES** TRANSFRONTALIER EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Dans le domaine interdisciplinaire de la durabilité, la RMT dispose d'extraordinaires compétences aussi bien en sciences de l'ingénieur et sciences de la vie qu'en sciences juridiques, sociales, comportementales et humaines, qui se doivent d'être optimisées à l'échelle transfrontalière par la création d'un centre de compétences.

Dans cette perspective, le Pilier Sciences prévoit d'effectuer début 2014 une étude transfrontalière du potentiel de recherche dans le domaine de la durabilité, financée par les fonds du projet INTERREG IV Rhin Supérieur.
Sur cette base, des rencontres de mise en réseau ciblées dans ce domaine de recherche seront organisées au courant de l'année 2014, afin d'aboutir à la création d'un consortium transfrontalier.
Celui-ci pourra déposer en 2015 un projet auprès du programme INTERREG, en vue de permettre le co-financement du centre de compétences dans le cadre de la prochaine phase de programmation INTERREG V (2014-2020), d'obtenir des financements tiers et d'organiser un important congrès international et interdisciplinaire sur le thème de la durabilité en 2016.

3. IMPLANTATION D'UNE GRANDE **INFRASTRUCTURE EUROPÉENNE DE RECHERCHE** DANS L'ESPACE TRINATIONAL DU RHIN SUPÉRIEUR

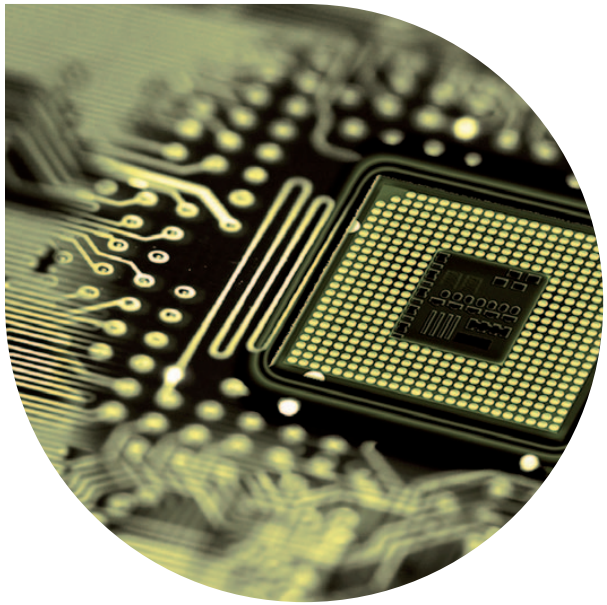
Le Pilier Sciences a défini des domaines phares dans lesquels la RMT, par ses compétences de pointe à l'échelle européenne, voire internationale, apparaît comme prédestinée à l'implantation d'une telle infrastructure.

Pour la conception et la construction de cette infrastructure, il sera nécessaire d'obtenir des fonds européens.
Dans un premier temps, la RMT devra mettre son projet en conformité avec la feuille de route définie en 2010 par le European Strategy Forum on Research Infrastructures (ESFRI). En cas de validation de l'étude de conception par l'ESFRI, il pourra ensuite être procédé à un dépôt de candidature dans le cadre d'un appel en vue de l'obtention d'un financement pour la préparation et la mise en œuvre de cette infrastructure de recherche, dans un horizon de 8 à 10 ans.

Afin d'avancer dans ce projet, des rencontres ciblées de mise en réseau entre les acteurs de ces domaines phares seront organisées courant 2014.
L'objectif de ces rencontres sera de détailler davantage les potentiels tant scientifiques qu'économiques dans ces domaines, d'aboutir à la création d'un consortium et de définir les prochaines étapes, notamment en vue du dépôt courant 2015 d'un projet INTERREG Rhin Supérieur.

Les domaines identifiés sont :

- Les sciences de la vie
- Les sciences et ingénierie des microsystèmes
- Les sciences et ingénierie des matériaux



4. FLUIDIFICATION DU **MARCHÉ DE L'EMPLOI** À L'ÉCHELLE TRANSFRONTALIÈRE DU RHIN SUPÉRIEUR

L'objectif d'un marché de l'emploi plus fluide requiert la mise en place de mesures visant à la suppression progressive des obstacles encore existants et au développement de structures et procédures communes qui faciliteront la mobilité professionnelle transfrontalière. Ces obstacles se révèlent notamment dans la maîtrise linguistique insuffisante, le manque de compréhension du système éducatif du pays voisin, l'opacité en matière de définition des profils des métiers, les distorsions en matière de droit du travail et de droit social, les difficultés de reconnaissance réciproque des professions, l'absence de mesures de soutien concrètes facilitant l'accès à une formation ou une activité professionnelle.

ÉCONOMIE WIRTSCHAFT

Dans la perspective d'une pénurie toujours grandissante de main-d'œuvre qualifiée touchant certaines branches d'activités particulièrement des côtés allemand et suisse, et au regard des difficultés d'insertion ou de réinsertion dans la vie professionnelle persistantes pour les jeunes, pour les seniors ainsi que pour les personnes peu qualifiées, les efforts se concentreront sur le développement commun d'actions et de procédures spécifiques ouvrant l'accès au marché du travail voisin. À cet effet, il s'agira en particulier de renforcer et d'ouvrir l'offre d'apprentissage de la langue du voisin à l'ensemble des salariés, sans distinction d'âges ou de catégories, concernés par le marché de l'emploi.

Ainsi, il conviendra entre autres d'instaurer des mesures de sensibilisation précoce des jeunes au monde de l'entreprise, de développer davantage l'offre en matière de stages transfrontaliers et de cursus de formation bi- et trinationaux.

En ce qui concerne le marché du travail, il y aura lieu de continuer à soutenir la coopération entre les services publics de l'emploi français, allemand et suisse, notamment en poursuivant l'ouverture et la mise en réseau des bureaux de placement transfrontaliers le long du Rhin. L'organisation de salons de recrutement à caractère trinational ainsi que la mise en œuvre d'un concept de salons d'orientation professionnelle vers les métiers scientifiques et techniques à l'échelle transfrontalière devraient contribuer à diversifier et équilibrer les choix en matière d'orientation professionnelle spécifiques aux deux sexes.

L'extension à l'ensemble de la RMT de bonnes pratiques, instaurées sur le plan local, permettra de créer l'effet de synergie nécessaire au développement d'un marché de l'emploi transfrontalier commun.

Dans cet esprit, la signature de l'accord-cadre franco-allemand pour l'apprentissage transfrontalier le 12 septembre 2013 entre l'ensemble des instances politiques en charge de la formation professionnelle, des agences nationales de l'emploi et des chambres consulaires représentatives du monde économique a valeur de modèle. Il met à disposition le cadre réglementaire qui permet aux candidats de s'engager dans la voie de l'apprentissage transfrontalier en effectuant la partie théorique de leur formation dans leur pays d'origine et la partie pratique dans la région frontalière voisine.
Il s'agit désormais d'assurer la diffusion de l'information quant aux potentialités ainsi créées auprès des établissements, auprès des jeunes et de leurs familles ainsi que des centres de formation, afin de promouvoir sur l'ensemble du territoire de la RMT ce modèle de formation comme une option complémentaire aux formations professionnelles nationales.
Enfin, il s'agira également d'adapter le dispositif de cet accord-cadre aux spécificités propres aux cantons du Nord-Ouest de la Suisse en matière de formation professionnelle et de politiques de l'emploi, afin que la mobilité transfrontalière soit mise en œuvre pour l'apprentissage à l'échelle trinationale.

5. **TRANSFERT** DE TECHNOLOGIES ET DE CONNAISSANCES

Dans le contexte actuel d'une mondialisation intensifiée, les entreprises rhénanes, principalement les PME/PMI, sont dans l'obligation d'augmenter leur compétitivité. De ce fait, leur développement passe par leur capacité d'intégration toujours plus rapide de technologies nouvelles, de matériaux de plus en plus performants ainsi que d'un savoir-faire à la pointe de la technologie. De surcroît, un accès plus aisé aux brevets conjointement à une meilleure mise en réseau des entreprises avec les universités et les établissements de recherche constituent les conditions nécessaires à l'optimisation des processus d'innovation.

Il ne s'agit pas tant de faire naître de nouveaux projets de recherche supplémentaires pour en multiplier le nombre, mais bien plus de la nécessité de se doter efficacement d'instruments et de mécanismes visant à fluidifier le transfert de technologies et de connaissances en direction des entreprises, de sorte que la recherche et le développement aboutissent pour les entreprises à des produits commercialisables. Simultanément et par voie de conséquence, la demande en direction de la recherche, particulièrement de la part des entreprises, s'en trouvera impulsée.

Le volume des échanges technologiques et des développements en matière de recherche appliquée générés par-delà le Rhin s'avère très modeste, en comparaison à celui des flux commerciaux. Cette situation découle de la faible connaissance réciproque quant aux priorités de la recherche spécifiques à chacun des pays voisins. Par ailleurs, l'absence d'un réseau des agences de transfert technologique ainsi que la faiblesse des dispositifs de soutien à l'innovation à l'échelle transfrontalière dans le Rhin Supérieur constituent un désavantage supplémentaire. Pour y remédier, un travail d'identification plus fine des différentes structures publiques et privées impliquées dans le transfert technologique et leur mise en réseau par-delà la frontière s'impose.

6. POURSUITE DU **DIALOGUE CITOYEN**

Les expériences menées pour faciliter la participation citoyenne constituent une marque d'identification spécifique du Rhin Supérieur. Il s'agira à l'avenir de valoriser cette fonction de « laboratoire ».

7. RÉSEAU POUR **L'ENGAGEMENT CITOYEN** DANS LE RHIN SUPÉRIEUR

La création d'un tel réseau, constitué des services en charge de l'engagement citoyen dans les régions partenaires, des Eurodistricts ainsi que des Infobests, vise à soutenir et à développer l'engagement citoyen au sein de la RMT. À titre d'exemples, l'on peut citer :

- Une banque de données recensant les associations à l'échelle transfrontalière
- Propositions de formation continue à l'attention des bénévoles
- Appui à des projets et initiatives fonctionnant sur une base bénévole en faisant appel aux fonds de micro-projets INTERREG V
- Couverture par une assurance pour les bénévoles actifs à l'échelle transfrontalière
- Cadre juridique spécifique à l'engagement transfrontalier (droit des associations, etc.)

8. GARANTIR L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE DU RHIN SUPÉRIEUR ET FAIRE DE CET ESPACE UN **PÔLE D'EXCELLENCE** EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

POLITIQUE

Il s'agit d'intensifier la coopération en matière de production diversifiée, d'économies, de stockage et d'approvisionnement énergétique, et de renforcer la coordination et l'information trinationale sur l'énergie nucléaire.
Les travaux du Réseau trinational sur l'énergie et le climat TRION ont permis d'élaborer une image précise des besoins énergétiques et des potentiels d'économie d'énergie du Rhin Supérieur. Sur cette base, et en prenant en considération les évolutions futures des politiques énergétiques des trois pays en présence, il est essentiel de promouvoir la sécurité de l'approvisionnement énergétique du Rhin Supérieur et de renforcer davantage encore la coopération en matière de production énergétique, notamment durable.

9. TRANSPORTS : **DÉVELOPPER LA MOBILITÉ** ET COMPLÉTER LES RÉSEAUX DE TRANSPORTS EXISTANTS

POLITIQUE

Le Rhin Supérieur est un axe de transport européen nord-sud de première importance. Il est un maillon essentiel de plusieurs couloirs de transports routiers, ferrés et fluviaux, notamment la magistrale Paris-Munich-Vienne-Bratislava ainsi que l'axe Rotterdam-Gênes, identifié par l'Union européenne. Par ailleurs, les flux régionaux sont nombreux et en constante augmentation, générant de plus en plus de goulets d'étranglement, particulièrement au niveau du trafic transfrontalier. Le Rhin Supérieur est, de surcroît, doté de grandes infrastructures de transport (ports, aéroports) dont la complémentarité doit être recherchée.

Des projets transfrontaliers (notamment les prolongations de lignes de tram vers le pays voisin ou la coopération entre les ports du Rhin Supérieur) ont d'ores et déjà permis d'améliorer la mobilité et l'accessibilité.
Le développement des infrastructures de transport, soucieux des aspects environnementaux, et l'interconnexion des potentiels existants constituent les conditions nécessaires au maintien de la qualité de vie et au développement économique durable du Rhin Supérieur.

Il s'agira d'améliorer davantage le réseau des transports publics en rendant accessibles et attractives les offres tarifaires au sein de l'espace du Rhin Supérieur et en les développant, si possible, dans le cadre d'accords bi- et trinationaux. Par ailleurs, il conviendra de développer l'offre de transports publics, en considérant bien que le programme INTERREG peut constituer un levier financier non négligeable dans ce domaine. Afin d'améliorer les transports, il est également nécessaire d'augmenter les liaisons est-ouest, de renforcer la multi-modalité en matière de transports de marchandises, notamment fluviaux, ainsi que d'optimiser et de sécuriser les infrastructures de transports routières et ferrées. Enfin, il importe d'encourager la promotion de modes de déplacement durable et le soutien aux initiatives de recherche et d'expérimentation de technologies innovantes dans les territoires transfrontaliers et les zones urbaines frontalières.

10. LE RHIN SUPÉRIEUR, **LABORATOIRE D'EXPÉRIMENTATION** : PROMOUVOIR LA MISE EN PLACE DE CADRES RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES DANS LE CADRE D'IMPORTANTS PROJETS TRANSFRONTALIERS

POLITIQUE

L'harmonisation transfrontalière des conditions-cadres, voire la création d'un cadre juridique spécifique, doit être promue, particulièrement en matière de fiscalité, normes, droit du travail, charges, quand la nature des projets le justifie, afin de promouvoir un développement économique intégré et des projets transfrontaliers d'importance pour le Rhin Supérieur.

Une analyse plus approfondie des interactions entre les trois économies en présence dans le bassin économique du Rhin Supérieur et un travail ciblé portant sur la suppression des entraves à la concurrence existantes doivent venir en soutien à des mesures de sauvegarde et de création d'emplois.

Enfin, la dimension démographique doit également être prise en compte. Les différences dans ce domaine entre la France, l'Allemagne et la Suisse influent la formation, le marché du travail, les services à la personne, en particulier dans le secteur médical.
Cette dimension doit dorénavant être intégrée dans les politiques mises en place au niveau transfrontalier.

Le RHIN SUPÉRIEUR en bref - Der OBERRHEIN auf einen Blick

Un territoire trinational et européen, doté d'une longue tradition de coopération transfrontalière
- 3 États, 2 langues
- 21 528 km²
- 6 millions d'habitants
- 1 817 villes et communes, dont 5 grands centres urbains

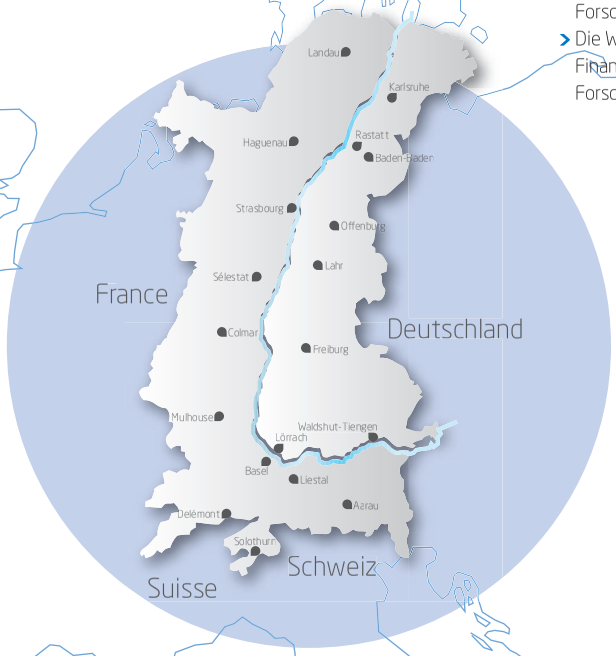
Une économie dynamique et innovante ouverte sur le monde
- 3,2 millions d'actifs, 96 000 frontaliers
- 600 clusters et réseaux d'entreprises
- PIB : 209 milliards d'euros
- Tourisme : 18 millions de nuitées par an

Une région de la connaissance et une terre d'excellence scientifique
- 30 cursus universitaires bi- ou trinationaux
- 170 000 étudiants
- 167 universités, écoles supérieures et organismes de recherche
- Offensive Sciences : la première politique commune transfrontalière de recherche au niveau européen

Ein trinationales und europäisches Gebiet mit einer langen Tradition der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit
- 3 Staaten, 2 Sprachen
- 21 528 km²
- 6 Millionen Einwohner
- 1 817 Städte und Kommunen, darunter 5 Großräume

Eine dynamische, innovative und weltoffene Wirtschaft
- 3,2 Millionen Erwerbstätige, 96 000 Grenzgänger
- 600 Cluster und Firmennetzwerke
- BIP: 209 Milliarden Euro
- Tourismus: 18 Millionen Übernachtungen im Jahr

Eine Exzellenzregion des Wissens und der Wissenschaft
- 30 bi- oder trinationale Studiengänge
- 170 000 Studierende
- 167 Universitäten, Hochschulen und Forschungseinrichtungen
- Die Wissenschaftsoffensive: ein in Europa einzigartiges Finanzierungsinstrument für grenzüberschreitende Forschungsprojekte



SCIENCES / WISSENSCHAFT

Faire du Rhin Supérieur l'un des espaces transfrontaliers parmi les plus dynamiques d'Europe, basé sur la connaissance.

Den Oberrhein zu einer der dynamischsten grenzüberschreitenden Wissensregionen Europas entwickeln.

SOCIÉTÉ CIVILE / ZIVILGESELLSCHAFT

Créer une région transfrontalière de citoyens et développer un sentiment d'appartenance à un bassin de vie commun.

Schaffung einer „Grenzregion der Bürgerinnen und Bürger" sowie Entwicklung eines Zugehörigkeitsgefühls zu einem gemeinsamen Lebensraum.

WIRTSCHAFT / ÉCONOMIE

Contribuer à développer une économie compétitive et durable qui puise ses racines dans l'innovation et la complémentarité entre ses acteurs.

Zur Entwicklung einer wettbewerbsfähigen, nachhaltigen Wirtschaft beitragen, die auf Innovation und Komplementarität ihrer Akteure basiert.

POLITIK / POLITIQUE

Assurer une meilleure coordination entre les instances de coopération pour aboutir à un mode de fonctionnement plus efficace et promouvoir la RMT aux niveaux européen et international.

Engere Abstimmung zwischen den politischen Ebenen für eine noch effizientere Arbeit der Kooperationsinstanzen und eine strategische Positionierung der TMO auf europäischer und internationaler Ebene.

10. OBERRHEIN ALS **EXPERIMENTIERLABOR**: EINSATZ FÜR DIE EINFÜHRUNG VON SPEZIFISCHEN RECHTLICHEN RAHMENBEDINGUNGEN FÜR WICHTIGE GRENZÜBERSCHREITENDE PROJEKTE

POLITIK
POLITIQUE

Die unterschiedlichen Rahmenbedingungen, vor allem der Besteuerung, der Normen, des Arbeitsrechts und der Abgabelasten sollen dort, wo es im Interesse der Sache und der Natur der Aufgaben zweckmäßig erscheint, grenzüberschreitend angeglichen werden bzw. spezifische rechtliche Rahmenbedingungen geschaffen werden, um eine integrierte Wirtschaftsentwicklung und insbesondere wichtige grenzüberschreitende Projekte am Oberrhein zu fördern.

Wechselwirkungen zwischen den Teilräumen der Wirtschaftsregion Oberrhein sollen verstärkt analysiert und aktuelle Wettbewerbshindernisse abgebaut werden, um arbeitsplatzsichernde und -fördernde Maßnahmen zu unterstützen. Nicht zuletzt muss auch der demografische Faktor bedacht werden.
Die Unterschiede, die in diesem Bereich zwischen Deutschland, Frankreich und der Schweiz bestehen, haben Auswirkungen auf das Ausbildungssystem, den Arbeitsmarkt sowie Personen bezogene Dienstleistungen, z. B. im Gesundheitswesen.
Diese Themen müssen fortan bei grenzüberschreitenden Politiken mit einbezogen werden.

8. ENERGIE: LANGFRISTIGE GEWÄHRLEISTUNG DER VERSORGUNGSSICHERHEIT AM OBERRHEIN UND ENTWICKLUNG EINES **EXZELLENZRAUMES** FÜR ERNEUERBARE ENERGIEN SOWIE ENERGIEEFFIZIENZ

Die Zusammenarbeit in den Bereichen Produktion, Einsparung, Speicherung und Versorgung sowie die trinationale Koordinierung und der Informationsaustausch zur Atomkraft sollen verstärkt werden.
Die Arbeiten des trinationalen Netzwerkes für Energie und Klima TRION erlauben es, ein genaues Bild des Energiebedarfs und der Energieeinsparpotenziale für den Oberrhein zu entwerfen.
Auf dieser Grundlage und unter Berücksichtigung der jeweils künftigen Entwicklungen der Energiepolitiken der drei Länder ist es unerlässlich, die Versorgungssicherheit des Oberrheins zu fördern und die Zusammenarbeit im Bereich der Energieproduktion, insbesondere der erneuerbaren Energien, auszubauen.

9. VERKEHR: **MOBILITÄT AUSBAUEN** UND EXISTIERENDE TRANSPORTNETZE VERVOLLSTÄNDIGEN

Die Verkehrswege am Oberrhein sind bedingt durch die Globalisierung und Internationalisierung der Wirtschaft bereits heute stark belastet. Die Prognosen gehen von einem weiteren starken Anstieg der Transporte aus, der ohne eine Anpassung und optimierte Nutzung der Kapazitäten zu Engpässen führen wird. Dies gilt insbesondere für die grenzüberschreitenden Verbindungen. Die Oberrheinregion stellt ein wichtiges Bindeglied für mehrere herausragende Korridore des Straßen- und Eisenbahnverkehrs sowie der Binnenschifffahrt dar, zum Beispiel die europäische Magistrale Paris - München - Wien - Bratislava und die Achse Rotterdam-Genua. Der Oberrhein ist weiterhin Standort wichtiger Transport-Infrastrukturen (Häfen, Flughäfen), deren verstärkte Zusammenarbeit gesucht werden muss.

Grenzüberschreitende Projekte (u.a. zur Verlängerung von Straßenbahnverbindungen ins Nachbarland oder die Kooperation der Häfen am Oberrhein) haben dazu beigetragen, die Mobilität und die Erreichbarkeit zu erleichtern. Der möglichst umweltverträgliche Ausbau der Verkehrsinfrastrukturen und die Vernetzung der vorhandenen Potentiale bleiben Schwerpunkte für den Erhalt der Lebensqualität und eine nachhaltige wirtschaftliche Entwicklung des Oberrheins.

Der Zugang zum öffentlichen Verkehr soll künftig weiter verbessert werden, mit dem Ziel, die bestehenden Tarifangebote oberrheinweit attraktiv und zugänglich zu machen und sie im Rahmen grenzüberschreitender Verbünde weiter zu entwickeln. Zudem soll das Angebot des öffentlichen Nahverkehrs ausgebaut werden, wobei das INTERREG-Programm dabei eine nicht zu vernachlässigende Finanzierungshilfe darstellt. Zur Verbesserung des Verkehrsflusses müssen die Ost-West-Verbindungen und die Multi-Modalität im Frachtverkehr (insbesondere bei der Binnenschifffahrt) ausgebaut sowie die Infrastrukturen im Straßen- und Bahnnetz verbessert und sicherer gemacht werden. Schließlich sollen nachhaltige Formen der Fortbewegung gefördert sowie Forschung und Experimente hinsichtlich innovativer Technologien in grenzüberschreitenden Gebieten und grenznahen städtischen Gegenden unterstützt werden.

5. **TECHNOLOGIE-** UND **WISSENSTRANSFER** AM OBERRHEIN

Angesichts der mit der fortschreitenden Globalisierung immer drängenderen Notwendigkeit für die Unternehmen des Oberrheingebiets, insbesondere aber für die mittelständischen Firmen, ihre Wettbewerbsfähigkeit weiter zu erhöhen, besteht ein steigender Bedarf, neue Technologien, neuartige Materialien und Werkstoffe sowie spitzentechnologisches Know-how immer rascher in die Unternehmensentwicklung zu integrieren. Entscheidend sind auch ein erleichterter Zugang zu Patenten und eine noch bessere Vernetzung der Unternehmen mit den Universitäten und Forschungseinrichtungen, um Innovationsprozesse weiter zu optimieren.

Es geht nicht so sehr darum, neue zusätzliche Forschungsprojekte zu initiieren und deren Anzahl zu vergrößern, sondern um die Notwendigkeit, effiziente Instrumente und Mechanismen hervorzubringen, die darauf abzielen, den Technologie- und Wissenstransfer in Richtung der Unternehmen zu vereinfachen, so dass Forschung und Entwicklung in konkrete marktfähige Produkte für die Unternehmen münden. Gleichzeitig wird dadurch eine größere Nachfrage nach Forschungsleistungen generiert werden, die noch viel stärker von den Unternehmen ausgehen wird.

Der gegenseitige Austausch und das Ineinandergreifen von unternehmensbezogenen Forschungsleistungen über den Rhein hinweg sind im Vergleich zum grenzüberschreitenden Handel noch gering. Dies liegt begründet in der noch unzureichenden Kenntnis der Forschungsschwerpunkte im jeweiligen Nachbarland.
Des weiteren fehlt es an einer grenzüberschreitenden Vernetzung der Technologietransferstellen am Oberrhein und ebenso an grenzübergreifenden Fördermöglichkeiten für die Innovation.
Demzufolge ist es unbedingt notwendig, die verschiedenen öffentlichen und privaten Strukturen, welche im Bereich des Technologietransfers aktiv sind, genauer zu identifizieren und grenzüberschreitend miteinander zu vernetzen.

6. FORTFÜHRUNG DES **BÜRGERDIALOGES**

Die Erfahrungen mit der grenzüberschreitenden Beteiligung der Bürgerinnen und Bürger sind ein Alleinstellungsmerkmal am Oberrhein. Diese Laborfunktion soll in Zukunft noch stärker als bisher genutzt werden.

7. NETZWERK **BÜRGERSCHAFTLICHES ENGAGEMENT** AM OBERRHEIN

Das Netzwerk besteht aus den für bürgerschaftliches Engagement zuständigen Stellen in den Partnerregionen. Darüber hinaus sind die Eurodistrikte und INFOBESTen zur Teilnahme eingeladen. Durch die Vernetzung dieser Strukturen soll bürgerschaftliches Engagement in der TMO unterstützt und gefördert werden. Exemplarisch seien genannt:

- Eine grenzüberschreitende Vereinsdatenbank
- Fort- und Weiterbildungsmaßnahmen für ehrenamtlich Tätige
- Unterstützung ehrenamtlicher Projekte und Initiativen, z.B. dank des Kleinprojektefonds INTERREG V
- Versicherungsschutz für Ehrenamtler, die grenzüberschreitend tätig sind
- Rechtliche Rahmenbedingungen für grenzüberschreitendes Engagement (Vereinsrecht etc.)

4. EINE VERSTÄRKTE DURCHLÄSSIGKEIT DES GRENZÜBERSCHREITENDEN **ARBEITSMARKTES** AM OBERRHEIN

Die Steigerung der Durchlässigkeit im Arbeitsmarkt erfordert verschiedene Maßnahmen, die darauf abzielen, die hier noch bestehenden Hindernisse allmählich abzubauen und gemeinsame Strukturen und Verfahrensweisen für die Erleichterung der grenzüberschreitenden beruflichen Mobilität zu entwickeln. Solche Hemmnisse sind beispielsweise begründet in unzureichenden Sprachkenntnissen, der zu geringfügigen Kenntnis der Ausbildungssysteme des jeweiligen Nachbarlandes, der fehlenden Transparenz von Berufsbildern, juristischen Hürden im Bereich des Arbeits- und Sozialrechts, in der unzureichenden gegenseitigen Anerkennung von Berufen und in fehlenden Angeboten zur konkreten Unterstützung bei Aufnahme einer beruflichen Ausbildung oder regulären Tätigkeit.

In der Erwartung eines noch zunehmenden Facharbeitskräftemangels einzelner Branchen, insbesondere auf der deutschen und schweizerischen Seite, und angesichts fortbestehender Schwierigkeiten für junge Menschen, ältere Menschen oder gering qualifizierte Arbeitskräfte zum aller ersten Mal oder auch erneut ins Berufsleben einzusteigen, konzentrieren sich die Bemühungen darauf, gemeinsam geeignete Angebote und Verfahrensweisen zu entwickeln, die es ermöglichen, den Arbeitsmarkt im jeweiligen Nachbarland zu erschließen. Für das Erreichen dieses Ziels ist es von Bedeutung, gerade auch ein verstärktes Angebot zum Erlernen der Sprache des Nachbarn bereitzustellen, welches für alle arbeitsmarktrelevanten Alters- und Zielgruppen zugänglich sein sollte.

Zu diesem Zweck ist es z.B. notwendig, junge Menschen schon in der Schule für unternehmerische Zusammenhänge zu sensibilisieren sowie das Angebot von grenzüberschreitenden Praktika und von bi- und trinationalen Ausbildungsgängen auszubauen. Auf dem Gebiet des Arbeitsmarktes muss die Zusammenarbeit zwischen den öffentlichen Arbeitsverwaltungen auf deutscher, französischer und schweizerischer Seite weiter gestärkt werden, indem insbesondere weitere Servicestellen für die grenzüberschreitende Arbeitsvermittlung entlang des Rheins eröffnet und weiter vernetzt werden.

Die Organisation von trinational ausgerichteten Jobmessen und die Umsetzung eines Konzepts von Berufsorientierungsmessen in den MINT-Berufen in einem grenzübergreifenden Kontext können einen wertvollen Beitrag für eine breitere und weniger geschlechtsspezifische Berufsorientierung leisten.

Ein weiteres Ziel wird es sein, gute Praktiken aus einzelnen Teilregionen auf den gesamten geographischen Raum der TMO auszudehnen, um größtmögliche Synergieeffekte für die Entwicklung eines gemeinsamen grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes zu erzielen.

Ein wegweisendes Beispiel war der Abschluss der am 12.09.2013 unterzeichneten deutsch-französischen Rahmenvereinbarung über die grenzüberschreitende berufliche Ausbildung, die alle für die Berufsausbildung verantwortlichen politischen Instanzen, die jeweiligen nationalen Arbeitsagenturen sowie für die Wirtschaft die kammerseitigen Spitzenvertreter vereint hat.
Dieses Abkommen schafft am Oberrhein die rechtlichen Rahmenbedingungen für einen Abschluss grenzübergreifender Ausbildungsverhältnisse und ermöglicht es den Auszubildenden erstmals, den theoretischen Teil der Ausbildung in ihrem jeweiligen Herkunftsland zu absolvieren und den praktischen Teil im angrenzenden Nachbarland.
Die dadurch geschaffenen Möglichkeiten müssen bei Schulen, Schülerinnen und Schülern, Eltern und in den Ausbildungsbetrieben weiter bekannt gemacht werden, um diesem Ausbildungsmodell als eine Ergänzung zur nationalen Berufsausbildung flächendeckend im gesamten Oberrheingebiet zum Durchbruch zu verhelfen.
Nicht zuletzt ist es von Bedeutung, die maßgeblichen Inhalte dieses Rahmenabkommens ebenso an die berufsrelevanten und arbeitsmarktpolitischen Gegebenheiten der Nordwestschweizer Kantone anzupassen, so dass die gegenseitige Durchlässigkeit im Bereich der grenzüberschreitenden Ausbildung eine trinationale Dimension erreicht.

3. ANSIEDLUNG EINER EUROPÄISCHEN **GROSSFORSCHUNGSINFRASTRUKTUR** AM OBERRHEIN

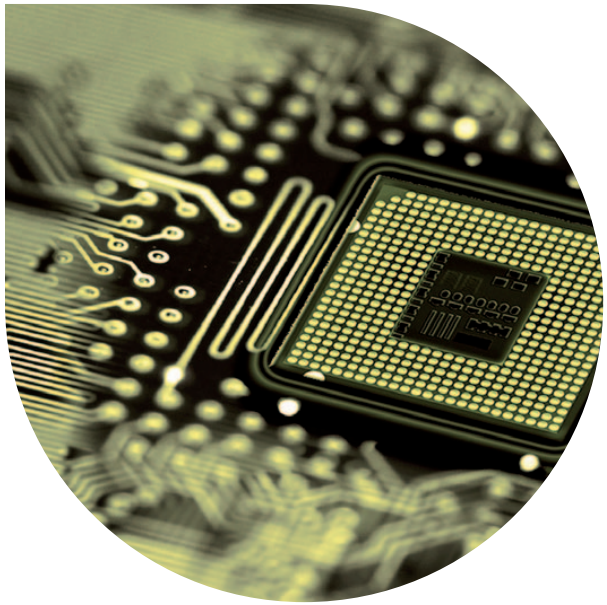
Die Säule Wissenschaft hat darüber hinaus Profilbereiche festgelegt, in denen die TMO im europäischen und auch weltweiten Vergleich herausragende Kompetenzen aufweist und die für die Ansiedlung einer Europäischen Großforschungsinfrastruktur prädestiniert sind.

Für die Konzeption und den Aufbau der Infrastruktur sollen Fördermittel der EU gewonnen werden. Die TMO muss jedoch in die im Jahr 2010 festgelegte Roadmap des European Strategy Forum on Research Infrastructures (ESFRI) aufgenommen werden.
Bei Vorlage einer überzeugenden Designstudie könnte in einem nachfolgenden Call die Bewerbung um Fördermittel zur Vorbereitung und anschließenden Implementierung der Großinfrastruktur in einem Zeithorizont von 8 bis 10 Jahren erfolgen.

Zur weiteren Ausgestaltung dieses Projektes werden im Laufe des Jahres 2014 gezielte Vernetzungstreffen zwischen Akteuren aus diesen Profilbereichen organisiert.
Sie haben das Ziel, die wissenschaftlichen und wirtschaftlichen Potenziale in diesen Bereichen noch besser herauszuarbeiten, ein Konsortium zu bilden und weitere Schritte festzulegen, insbesondere im Hinblick auf den im Jahre 2015 einzureichenden gemeinsamen INTERREG-Projektantrag.

Diese Bereiche sind:

- Lebenswissenschaften
- Mikrosystemtechnik
- Materialwissenschaften und Materials Engineering



1. FÖRDERUNG DER **MEHRSPRACHIGKEIT**

Angesichts der Bedeutung der Oberrheinregion als gemeinsamer Lebens- und Wirtschaftsraum und des Erfordernisses einer kontinuierlichen Verbesserung der gegenseitigen Kenntnis der Menschen und ihrer Kulturen beiderseits des Rheins wurde die Förderung der Mehrsprachigkeit, so wie in der Oberrhein-Charta vom 10. Juni 2013 und in der Erklärung der Industrie- und Handelskammern zur Förderung der Zweisprachigkeit vom 27. Juni 2013 ebenfalls gefordert, als ein verbindendes Element zwischen allen vier Säulen herausgestellt.

Es geht darum, Aktionen zur Förderung der Mehrsprachigkeit zu initiieren und durchzuführen und insbesondere die Übergänge zwischen Ausbildung und Arbeitsmarkt grenzüberschreitend durch gezielte Angebote des Sprachenlernens zu unterstützen.
Die Vermittlung der Sprache des Nachbarn in den drei Teilregionen des Oberrheins soll durch Partnerschaften von Ausbildungsstätten aller Arten, durch die Förderung von Mehrsprachigkeit in allen Altersstufen und durch den Austausch von Lehrkräften und Ausbildern (u.a. Betreuer/-innen zweisprachiger Tagesstätten) ausgebaut werden.

2. EINRICHTUNG EINES GRENZÜBERSCHREITENDEN **KOMPETENZZENTRUMS** FÜR NACHHALTIGKEIT

Auf dem interdisziplinären Gebiet der Nachhaltigkeit verfügt die TMO über herausragende Kompetenzen in den Ingenieurs-, Lebens-, aber auch Rechts-, Sozial-, Verhaltens- und Geisteswissenschaften, die in Form eines grenzüberschreitend ausgerichteten Kompetenzzentrums noch besser genutzt werden sollen.

In diesem Zusammenhang plant die Säule Wissenschaft, Anfang 2014 mit Fördermitteln des Programms INTERREG IV Oberrhein eine Forschungspotenzialstudie für den Bereich der Nachhaltigkeit durchzuführen.
Darauf aufbauend werden im Laufe des Jahres 2014 gezielte Vernetzungstreffen in diesem Forschungsbereich organisiert mit dem Ziel, ein grenzüberschreitendes Konsortium zu bilden, das 2015 einen gemeinsamen INTERREG-Förderantrag einreicht. Auf diese Weise wird die Ko-Finanzierung eines solchen Kompetenzzentrums im Rahmen der kommenden Förderperiode INTERREG V (2014-2020) ermöglicht, die Drittmittelfähigkeit erreicht, und im Jahre 2016 auch ein großer internationaler und interdisziplinärer Nachhaltigkeitskongress organisiert.

STRATEGIE **2020** FÜR DIE TRINATIONALE METROPOLREGION OBERRHEIN

Der Oberrhein versteht sich als **Exzellenzraum mit Modellcharakter im Herzen Europas**. Er zeichnet sich durch ländlich geprägte Räume aus, die durch ein dichtes Netz von Städten ergänzt werden, von denen einige Ausstrahlungskraft über die nationalen Grenzen hinaus besitzen.

Um die gemeinsamen Stärken bestmöglich zu nutzen und weiter auszubauen, unterzeichneten Vertreterinnen und Vertreter aus Deutschland, Frankreich und der Schweiz am 10. Dezember 2010 die **Offenburger Erklärung, mit der die Trinationale Metropolregion Oberrhein** (TMO) ins Leben gerufen wurde.
Sie besteht aus den vier Säulen Wissenschaft, Wirtschaft, Zivilgesellschaft und Politik, die erstmals gemeinsam für die Entwicklung des Dreiländerraums im Rahmen einer Mehrebenen-Governance wirken. Die Trinationale Metropolregion Oberrhein wurde bei diesem Anlass auch offiziell von der deutschen, französischen und schweizerischen Regierung anerkannt.

2010 wurde auch das Strategiepapier „**Gemeinsam handeln und gestalten**" auf den Weg gebracht, um über ein gemeinsames Orientierungsdokument für die grenzüberschreitende Politik zu verfügen. Das vorliegende aktualisierte Dokument soll auch Bezug auf das neue operationelle Programm INTERREG V A Oberrhein nehmen, welches von 2014-2020 die wichtigste Finanzierungsquelle für die grenzüberschreitende regionale Entwicklung darstellt.

Nach einer Phase der Festigung und Strukturierung fand am 16. September 2013 in Kehl ein Strategietreffen zwischen den Spitzenvertretern aller vier Säulen statt, dessen Ergebnis die vorliegenden 10 Handlungsschwerpunkte der TMO für die kommenden Jahre darstellen. Diese orientieren sich einerseits an der neuen EU-Strategie „Europa 2020", welche auf **Beschäftigung, intelligentes, nachhaltiges und integratives Wachstum** sowie auf eine bessere Abstimmung zwischen nationalen und europäischen Politiken abzielt, und andererseits an der Neuen Regionalpolitik der Schweiz.

Konzept: Trinationale Metropolregion Oberrhein
Design: Grafiti
Fotos:
Seite 4: ©CUS 2003 B. Henry, E.Marbach/©CG68 / Seite 6: ©Ernest LAEMMEL /
Seite 7: ©INTERREG-Projekt Wissenschaftsoffensive (Région Alsace, Land BW, Land RP) /
Seiten 8-9: ©INTERREG-Projekt Wissenschaftsoffensive (Région Alsace, Land BW, Land RP) /
Seite 11: J.-L. STADLER/©Région Alsace / Seite 13: ©Sarah Ennemoser /
Seite 14: ©INTERREG-Projekt Wissenschaftsoffensive (Région Alsace, Land BW, Land RP) /
Seite 15: ©Werner Schreiner VRN
Seite 17: ©Hubert Burda Media / E.Marbach/©CG68 /
Seiten 18-19: Geographisches Informationssystem für das Gebiet des Oberrheins (GISOR)

Veröffentlichung: Dezember 2013

Informationen und Kontakt:
Trinationale Metropolregion Oberrhein
Kompetenzzentrum für grenzüberschreitende und europäische Fragen
Rehfusplatz 11 D-77694 Kehl am Rhein
www.rmtmo.eu - info@rmtmo.eu

Diese Unterlagen sind entstanden mit finanzieller Unterstützung der Europäischen Union (INTERREG), der Région Alsace, des Conseil Général des Départements Haut-Rhin, des Conseil Général des Départements Bas-Rhin, des Regierungspräsidiums Freiburg, des Regierungspräsidiums Karlsruhe, des Landes Rheinland-Pfalz, des Kantons Basel-Stadt, des Kantons Basel-Landschaft, der Schweizer Eidgenossenschaft und der Stadt Karlsruhe im Auftrag des Städtenetzes.

Dieses Projekt wurde von der Europäischen Union kofinanziert / Europäischer Fonds für regionale Entwicklung (EFRE)

Der Oberrhein wächst zusammen, mit jedem Projekt

ÜBERSICHT

Vorwort 5
1. Förderung der Mehrsprachigkeit 6
2. Einrichtung eines grenzüberschreitenden Kompetenzzentrums für Nachhaltigkeit 7
3. Ansiedlung einer europäischen Großforschungsinfrastruktur am Oberrhein 8
4. Eine verstärkte Durchlässigkeit des grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes am Oberrhein 10
5. Technologie- und Wissenstransfer am Oberrhein 12
6. Fortführung des Bürgerdialoges 13
7. Netzwerk Bürgerschaftliches Engagement am Oberrhein 13
8. Energie: Langfristige Gewährleistung der Versorgungssicherheit am Oberrhein und Entwicklung eines Exzellenzraumes für erneuerbare Energien sowie Energieeffizienz 14
9. Verkehr: Mobilität ausbauen und existierende Transportnetze vervollständigen 15
10. Oberrhein als Experimentierlabor: Einsatz für die Einführung von spezifischen rechtlichen Rahmenbedingungen für wichtige grenzüberschreitende Projekte 16

WISSENSCHAFT SCIENCES

WIRTSCHAFT ÉCONOMIE

ZIVILGESELLSCHAFT SOCIÉTÉ CIVILE

POLITIK POLITIQUE

STRATEGIE **2020** FÜR DIE TRINATIONALE METROPOLREGION OBERRHEIN

TRINATIONALE METROPOLREGION OBERRHEIN

REGION METROPOLITAINE TRINATIONALE DU RHIN SUPERIEUR

www.rmtmo.eu